



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 7 - vendredi 12 juin 2009

Dans ce numéro :

- **Discrédit des partis institutionnels, implosion du PS... Les nouvelles responsabilités des anticapitalistes et des révolutionnaires**
- **Obama : la religion au service de l'impérialisme**
- **150^{ème} anniversaire de la parution de « l'Origine des espèces » - Darwin, l'écologie ou l'évolution des idées sur...l'évolution**

Discrédit des partis institutionnels, implosion du PS...

Les responsabilités nouvelles des anticapitalistes et des révolutionnaires

Au moment où le patronat annonce une nouvelle étape de l'offensive pour faire payer la crise aux salariés et aux classes populaires, le discrédit des partis institutionnels qui se disputent les postes au pouvoir a rarement été aussi important. Les élections européennes viennent d'exprimer la rupture de l'électorat, en particulier des milieux populaires et des jeunes, avec ces partis qui ont monopolisé la campagne.

L'abstention et l'effondrement du Parti socialiste sont les deux faits les plus marquants de ce scrutin alors que le NPA, avec un score de 4,9 % (entre 5,6 et 5,8 % dans trois régions) « s'installe dans le paysage politique » pour reprendre l'expression de la presse et a, de ce fait, des responsabilités nouvelles.

Les idées de la contestation du capitalisme, de la lutte de classe sont des outils plus que jamais indispensables pour préparer la riposte de tous ceux qui veulent refuser de payer la crise dont les conséquences dramatiques vont s'amplifier dans les prochains mois.

De nouveaux rapports de forces politiques

Près de 60 % des électeurs ne sont pas allés voter, 68 % des ouvriers et des employés, 71 % des moins de 35 ans. Des chiffres qui expriment clairement le désaveu. L'UMP au pouvoir est ainsi devenu le parti de la majorité minoritaire... qui n'en prétend pas moins à la légitimité alors qu'il a réussi la prouesse de rassembler sur ses listes moins de 11 % des inscrits !

Les scores du Parti socialiste, eux, témoignent d'un discrédit inédit. Il paie non seulement sa politique passée dans les différents gouvernements de la gauche plurielle ou de cohabitation, son absence totale de politique alternative face à la crise (et pour cause...) mais aussi sa rupture avec les milieux populaires. Les dirigeants du PS apparaissent plus que jamais détachés de tous liens avec ce qui était la base sociale du parti, uniquement préoccupés d'eux-mêmes, de leur propre avenir, prêts à surfer sur tout ce qui se présente, tel Manuel Valls se lâchant sur un marché à propos du manque de « blancs, whites, blancos » dans le centre ville de sa commune et le justifiant à la télé le lendemain... Le même déclarait après le scrutin : « C'est minuit moins le quart, là, avant la mort clinique du Parti socialiste. [...] Il faut changer de méthodes, de direction, de génération, de programme, de nom [...] le mot socialiste ne veut plus rien dire ». Un cri du cœur... Un PS qui a su fournir à Sarkozy nombre de ministres et de conseillers de toutes sortes qui n'ont eu aucune difficulté à se recycler, de la

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

même manière qu'il a fourni au FMI son directeur, toujours officiellement « socialiste ».

L'effondrement du PS n'a guère profité au Modem, qui a récolté les fruits qu'il méritait... mais aux listes d'Europe écologie. Celles-là aspiraient à ratisser large (d'Eva Joly, qui s'était initialement engagée auprès du Modem, au libéral Cohn-Bendit en passant par Bové...). Ce « nouveau » parti qui n'en porte pas le nom a su occuper un espace au centre gauche avec des têtes d'affiche un peu remuantes, voulant apparaître « pas tout à fait dans le moule », surfant sur les bons sentiments et attirant un électorat dispersé, hétérogène, et probablement mouvant. « *Le vert devient plus clair* » écrivait le lendemain des élections le journal *Les Echos*. Il est aussi probable que ce ne soit pas une couleur grand teint.

Dans ce contexte, le score du NPA est une base solide, la confirmation d'un fait politique (dans de nombreux quartiers populaires, nos listes ont eu des scores supérieurs à 10 %). La campagne a été l'occasion pour les militants d'affirmer et populariser largement des positions ancrées dans notre camp social. Notre campagne a porté les exigences des milieux populaires, des salariés, de la jeunesse, exigences sociales et démocratiques, internationalistes, féministes, écologistes. Le plan d'urgence que nous avons popularisé pose de fait la question du contrôle de la société par la population, la question du pouvoir, de la transformation révolutionnaire de la société.

Une orientation toute autre que celle du Front de Gauche qui, avec 6,05 %, a su mobiliser sa base sociale issue du PC (même si l'électorat FG est composé à 71 % de plus de 50 ans). Mais il l'a mobilisé sur de nouveaux mirages éculés, ceux d'une nouvelle gauche majoritaire, le nouveau Front populaire auquel a appelé Mélenchon... Certes, ces résultats sont à mettre au crédit de la volonté de rendre des coups mais autour d'illusions, d'une politique qui mène à une nouvelle impasse.

Vers une politique pour l'unité du monde du travail pour imposer ses droits, ou vers un « nouveau Front populaire » ?

« *Le Front de gauche n'a pas de frontières* » a répété ces derniers jours Marie-George Buffet qui entend l'élargir « *jusqu'à ce que nous ayons une gauche majoritaire* ». « *Travailler à une majorité à gauche, cela demande de rencontrer le PS* » a-t-elle expliqué en fustigeant le NPA : « *quand on veut faire bouger les choses, il ne faut pas s'enfermer dans sa chambre avec un drap sur la tête* » ! « *Nous avons la volonté de développer la réflexion avec tous les acteurs à gauche pour approfondir les enseignements du scrutin et la perspective de travailler ensemble* » a ajouté le n° 2 du PC, Laurent, concluant sur une rencontre avec le PS dès la semaine prochaine...

La campagne et ses suites donnent un contenu concret et précis aux divergences. Les clarifications ont lieu, la logique des politiques de chacun s'éclaire. Ce débat public est indispensable, il nous appartient d'en prendre l'initiative.

Bien des militants n'ont pas oublié les années 1981-2002 qui ont vu se succéder les gouvernements « d'union de la gauche », de la « gauche plurielle » et ceux de cohabitation, dont celui de Jospin sous la présidence de Chirac, dans lequel Buffet et Mélenchon ont été ministres. Tous ont mené la politique libérale exigée par la bourgeoisie et ont contribué à désarmer politiquement la classe ouvrière et nombre de ses militants. Une politique qui a fait un temps le lit de l'extrême-droite, dans les années 80 et en 2002, avec Le Pen au second tour... Bien mauvais souvenirs qui n'ont pourtant pas dissipé, dans une fraction des sympathisants PC, les illusions réformistes, institutionnelles et au final l'espoir déraisonnable d'un nouveau gouvernement « majoritaire à gauche ».

Face à cela, en toute indépendance du PS, nous construisons un parti pour aider les travailleurs, les classes populaires à préparer les luttes, leur convergence pour imposer les revendications du plus grand nombre, faire entendre notre droit à la vie et poser la question du contrôle de l'économie et de la société, et en conséquence la question d'un gouvernement des travailleurs qui ne pourra être issu que des mobilisations.

Loin de la fausse démocratie institutionnelle et républicaine chère au Front de gauche, nous défendons et cherchons à faire vivre la démocratie ouvrière et populaire, dans les luttes aujourd'hui, pour le pouvoir demain.

Préparer les prochaines échéances sociales et politiques

La campagne a permis un positionnement clair, elle a aidé à créer une base solide autour de laquelle des milliers de militants ont mené à large échelle une première bataille politique commune. Elle a eu un écho important, bien au-delà de la fraction de l'électorat qui a voté pour les listes NPA.

C'est cela qu'il s'agit de développer aujourd'hui alors même que Sarkozy et Parisot amplifient l'offensive tout en peaufinant leurs relations avec les dirigeants des confédérations syndicales pour mieux les dominer et les paralyser. Ils leur fixent eux-mêmes le calendrier. Sarkozy s'est ainsi payé le luxe de convoquer Chérèque, Thibault, Blondel and Co à l'Élysée pour leur annoncer qu'il n'y aura pas de « coup de pouce au SMIC » le même jour où il y recevait en grande pompe les nouveaux élus UMP...

Alors qu'il est clair que la dernière des « *grandes journées nationales de manifestations intersyndicales* » du 13 juin ne mobilisera que peu de militants, que les directions des confédérations ont tout fait pour éviter un affrontement auquel elles sont hostiles, il nous faut aider aux bilans, donner confiance, encourager et aider toutes les initiatives de convergence. Car

malgré le sentiment de gâchis et d'occasions manquées, l'impuissance ressentie par bien des militants ne voyant pas comment déborder les directions, la révolte s'approfondit et les initiatives de la fraction la plus combattive ne s'arrêtent pas. En témoignent, parmi celles qui sont médiatisées, la lutte des Goodyear, celle des salariés de la papeterie Malaucène « retenant » leurs patrons pour exiger l'arrêt des licenciements ou encore les initiatives prises par les équipes militantes pour faire converger les luttes dans le secteur automobile.

Cette unité démocratique pour la lutte, à la base, ne pourra se faire sans l'unité des anticapitalistes, des révolutionnaires pour mener le combat politique, défendre les idées de la lutte de classe, implanter et construire un véritable parti populaire, du monde du travail et de la jeunesse, en totale indépendance des partis institutionnels. On ne peut que regretter que les camarades de Lutte ouvrière ne prennent pas leur place dans ce combat qu'ils avaient eu le mérite d'initier en 1995 avant un brusque repli en 97 dont ils paient les conséquences électorales aujourd'hui.

Plus que jamais l'heure est à la construction de ce parti capable de porter les intérêts politiques du monde du travail, d'être l'expression de ceux qui ont rompu avec les illusions institutionnelles. La situation au lendemain des européennes est pour cela riche de nouvelles possibilités.

Isabelle Ufferte

[Au sommaire](#)

Obama : la religion au service de l'impérialisme

Au Caire, le discours du nouveau président américain s'est voulu historique : « *Je suis venu au Caire en quête d'un nouveau départ pour les États-Unis et les musulmans du monde entier, un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel, et reposant sur la proposition vraie que l'Amérique et l'islam ne s'excluent pas et qu'ils n'ont pas lieu de se faire concurrence. Bien au contraire, l'Amérique et l'islam se recourent et se nourrissent de principes communs, à savoir la justice et le progrès, la tolérance et la dignité de chaque être humain* ». Avant d'ajouter : «... nous avons la responsabilité de nous unir pour réaliser le monde auquel nous aspirons, un monde où les extrémistes ne menacent plus notre pays et où les soldats américains sont rentrés chez eux (...) un monde où les gouvernements servent les intérêts de leurs citoyens et où les droits de tous les enfants de Dieu sont respectés ».

Avec une bonne louche de religion et un gros zeste d'humanisme, au nom de valeurs universelles censées réunir tous les hommes de bonne volonté, on assisterait donc à la naissance d'une nouvelle politique américaine en ce début de XXI^{ème} siècle !

Une telle prétention à vouloir réconcilier le Bien, l'Amérique et le monde devrait naturellement prêter à sourire. Elle n'est pourtant pas à négliger. Car le fond rejoint souvent la forme. Cela ressemble à un prêche religieux mais c'est aussi une déclaration de politique générale qui a sa cohérence en période de crise, alors que les prétentions de l'impérialisme américain à construire un « nouvel ordre mondial » rencontrent des difficultés et l'obligent à trouver un nouveau souffle.

Que la religion occupe désormais une place de choix dans le dispositif stratégique de l'impérialisme n'est ni anodin ni circonstanciel. Le discours du Caire n'est pas une lubie du président américain marqué par une culture qui serait différente de la notre, le fameux « puritanisme américain » hérité des « Pères fondateurs ». Sarkozy de son côté a fait la même chose à Ryad en janvier 2008. La religion a manifestement une nouvelle fonctionnalité en cette période de crise. C'est donc cela qu'il faut essayer de comprendre, car au-delà des bonnes intentions affichées, le piège est redoutable : ramener délibérément les questions politiques à des questions de morale ou de religion ne nous prépare pas un monde plus fraternel, bien au contraire !

La nouvelle politique américaine dans la région : tout changer pour que rien ne change ?

La place de la religion est centrale dans le discours d'Obama. Mais il y a aussi d'autres aspects qu'il convient de souligner au préalable, car c'est l'ensemble qui acquiert véritablement une cohérence et une signification.

Force est de constater que cette longue intervention peut plaire à beaucoup de monde, et pas seulement aux amoureux de prêches religieux dans leur version œcuménique. Obama nous parle de fraternité religieuse, mais aussi de droit international, de justice, de liberté, d'équité... Et cela plait évidemment à tous ceux qui, démocrates de gauche voire un peu plus à gauche, ne vont pas jusqu'à contester l'ordre impérialiste en tant que tel, mais aimeraient bien qu'il soit un peu plus juste et un peu plus légitime.

C'est important de le souligner parce que cette confusion existe dans de nombreux milieux. Elle est d'autant plus ancrée que pendant des années, de nombreux courants politiques à gauche se sont contentés d'opposer à la politique de Bush des principes aussi creux que l'affirmation du droit international et la défense de l'ONU, ou encore le multilatéralisme

par opposition à l'unilatéralisme, ce qui revient de fait à trouver plus légitime la domination des grandes puissances si elle s'exerce ensemble avec un peu d'habillage idéologique au nom du « droit », que si elle s'exerce séparément, surtout si ce sont les Américains et eux seuls qui décident sans même faire une place à la patrie des droits de l'homme !

Or si on laisse de côté pour l'instant l'aspect moralisateur et religieux du discours d'Obama, on y trouve effectivement un certain nombre de prises de position qui, tout en restant très générales, sont manifestement destinées à marquer les esprits. Car après tout, il n'est pas si courant d'entendre un président américain expliquer que non seulement la démocratie est une bonne chose, mais que « *les élections ne créent pas une vraie démocratie à elles seules* »... Un message reçu cinq sur cinq, semble-t-il, par les opposants à Moubarak -ce président égyptien toujours élu et néanmoins toujours dictateur- et sans doute par d'autres...

Il est également assez peu courant d'entendre le représentant de la première puissance militaire du monde expliquer que son pays souhaiterait vivre dans « *un monde dans lequel aucun pays ne possède d'armes nucléaires* », avec l'argument suivant : « *Je comprends ceux qui protestent contre le fait que certains pays possèdent des armes que d'autres ne possèdent pas. Aucun pays ne devrait décider et choisir qui sont les pays à avoir des armes nucléaires* »...

Il y a évidemment des limites à ce genre d'exercice : il faudrait aussi des actes. Pour l'Iran, on peut toujours attendre les élections qui vont bientôt avoir lieu dans ce pays et qui pourraient apporter certains changements. Mais sur des dossiers aussi importants que l'Irak et l'Afghanistan, il n'y a rien eu de nouveau.

Par contre, on peut relever quelques éléments intéressants à propos d'un autre dossier tout aussi brûlant et lié aux précédents qui est celui de la Palestine. Car au-delà de quelques phrases certes très générales mais néanmoins jamais entendues sur les souffrances et les « *humiliations -grandes et petites- qui accompagnent l'occupation* », il y a eu deux inflexions sur deux points essentiels. D'abord sur la colonisation : « *Les Etats-Unis n'acceptent pas la légitimité de la continuation des colonies israéliennes. Ces constructions constituent une violation des accords passés et portent préjudice aux efforts de paix. Le moment est venu pour que ces colonies cessent* ». A charge évidemment pour les commentateurs de s'entendre sur le sens exact du mot « continuation » pour savoir si c'est seulement la construction de nouvelles colonies qui est visée ou le processus plus global.

Mais il y a eu surtout quelques phrases concernant le Hamas qui sont loin d'être anodines : « *Hamas jouit du soutien de certains Palestiniens, mais il doit aussi reconnaître ses responsabilités. Il doit jouer un rôle pour réaliser les aspirations des Palestiniens et unir le peuple Palestinien* ». C'est incontestablement un premier geste qui pourrait à terme faire du Hamas un interlocuteur valable, de la même manière que l'impérialisme avait réhabilité l'OLP, après l'avoir longtemps considérée comme une « organisation terroriste ».

Est-ce à dire que les USA sont prêts à redéfinir complètement leurs relations dans cette partie du monde ? Rien n'est moins sûr. Mais il ne faut pas non plus s'interdire de l'imaginer car il n'existe pas une seule stratégie possible pour l'impérialisme.

On peut se souvenir en effet qu'Israël n'a pas toujours été l'allié privilégié des Etats-Unis dans cette partie du monde. Dans les années 1950, il a fallu deux événements majeurs pour que l'on arrive à cette situation, presque par défaut. Ce fut d'abord pour les USA la perte des alliés arabes dans la région, après le renversement des monarchies installées par les Britanniques : en Egypte avec Nasser, puis en Syrie et en Irak. En Iran, après le renversement du Shah, l'intervention de la CIA a permis de barrer la route à un nationaliste réformateur Mossadegh, mais cela n'a pas suffi, et de fait la situation a rapidement changé dans toute la région en imposant à l'impérialisme un rétrécissement de ses alliances, au profit d'Israël.

Le second élément a été l'affaiblissement global et presque définitif de l'impérialisme britannique et français. L'échec de l'intervention de ses deux pays soutenus par Israël contre Nasser en 1956 a amené le gouvernement de Tel-Aviv à se lier désormais exclusivement à la seule puissance susceptible de le protéger vraiment : les Etats-Unis.

Or cela fait maintenant un moment que Washington cherche à redéfinir globalement ses relations au Moyen-Orient, bien avant Obama. Les Républicains avaient certes entretenu des relations privilégiées avec Israël, notamment parce que les milieux chrétiens conservateurs ont continué à pousser en ce sens, avec d'autres. Mais ils ont aussi exploré d'autres voies, en misant notamment sur un projet qui s'est révélé être un échec total : faire de l'Irak le nouveau pivot de l'intervention US dans cette région et un facteur de stabilité.

Obama aujourd'hui n'a pas les mêmes contraintes vis-à-vis d'Israël, et après l'échec de l'intervention en Irak, il peut encore jouer une carte, celle de l'Iran. C'est sans doute difficile à imaginer, mais dans le passé, de tels retournements ont déjà eu lieu : ce fut notamment le cas lors du voyage spectaculaire de Nixon en Chine en 1972, après deux ans de négociations secrètes, au moment où il est paru évident que la guerre du Vietnam ne pouvait être que perdue. Il fallait désormais trouver un nouveau relai qui permette de stabiliser la région.

Un tel geste vis-à-vis de l'Iran supposerait de régler autrement la question palestinienne, au besoin en forçant un peu les choses avec Israël. Il aurait en retour l'avantage de permettre un règlement plus avantageux de la crise en Afghanistan. C'est d'autant plus important qu'à l'extrémité de cet « arc de crises » qui va du Proche-Orient à l'Asie centrale, il y a la seule puissance qui menace vraiment les USA à plus long terme : la Chine.

Bien sûr, Obama est resté volontairement très prudent et surtout très allusif. Mais une chose est certaine : les dirigeants américains ne sont pas prisonniers d'une seule politique possible. C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que leur hégémonie est davantage contestée, et surtout davantage fragilisée.

La religion, opium du peuple

Or cette fragilité explique aussi la raison pour laquelle la religion a une fonctionnalité particulière, sans doute plus importante que par le passé.

Bien sûr, Obama aurait aimé nous faire croire qu'une nouvelle période avait commencé, marquée par une nouvelle régulation de l'économie et par une nouvelle coopération internationale. Mais la réalité la plus probable, c'est quand même la poursuite et l'aggravation d'une crise que les capitalistes et leurs Etats ne maîtrisent nullement, et c'est la poursuite et l'aggravation des tensions internationales, avec peut être de nouvelles guerres alors que s'exacerbent les rivalités entre bourgeoisies rivales, tout en ayant la difficulté pour la classe capitaliste de faire face à de nouveaux bouleversements politiques et sociaux qui pourraient menacer ses intérêts.

Obama peut rêver d'un « nouveau Moyen-Orient », comme il rêve d'un nouveau partenariat avec l'Europe et la Russie, comme il aimerait reprendre la main aussi en Amérique latine... Mais dans l'immédiat, les difficultés s'accumulent.

C'est donc un nouveau deal qu'il propose pour commencer aux classes dominantes des pays dominés par l'impérialisme : ensemble, nous pouvons non seulement coopérer entre « frères de religion différente » -ou membres d'une même classe dominante - mais nous pouvons faire mieux... grâce à la religion justement ! Nous pouvons agir en faveur de l'objectif qui nous importe le plus, et qui dépasse les désaccords que nous pouvons avoir entre membres d'une même classe mais qui appartenons à des pays différents, ayant chacun leurs intérêts particuliers. Nous pouvons ensemble coopérer au maintien de l'ordre social, à la soumission des classes pauvres, ces classes dangereuses qu'il faut certes mater - mais cela ne suffit pas toujours - et que l'on peut aussi endormir grâce à la religion, pour peu qu'on la débarrasse de ses « extrémistes ».

C'est un discours avant tout conservateur qu'Obama a délivré, sous prétexte d'hommage à l'Islam. La partie consacrée aux femmes est de ce point de vue particulièrement significatif. Sous prétexte qu'il ne faudrait pas « *déguiser l'hostilité envers la religion sous couvert de libéralisme* », c'est une véritable caution qui est apportée aux défenseurs les plus rétrogrades de la religion, en prenant même le soin de préciser : « *le gouvernement américain a recours aux tribunaux pour protéger le droit des femmes et des filles à porter le hidjab et pour punir ceux qui leur contesteraient ce droit* ». Les femmes à qui on conteste le droit de ne pas le porter dans de nombreux pays apprécieront... Car aucun geste n'est prévu évidemment dans ce sens-là.

Mais qu'importe : la reconquête du monde vaut bien une messe... ou un hommage au Prophète, même si cela doit faire quelques victimes collatérales. La nouvelle alliance conservatrice est aussi à ce prix.

Cet hommage n'a rien d'hypocrite. Il peut surprendre celles et ceux qui pensaient que « l'islamophobie » étaient un aspect important des politiques menées par les dirigeants de l'impérialisme. Obama est en train de démonter le contraire, comme Sarkozy l'a fait avant lui. Parce que sur ce terrain, précisément, nos oppresseurs sont à l'aise. Que ce soit pour agiter le spectre de la « guerre de la civilisation » à la manière de Bush, ou pour la dénoncer comme Obama, il y a un élément de continuité essentiel : c'est la volonté d'enfermer toutes les questions politiques, et en particulier tous les combats que pourraient mener les exploités du monde entier, sur un terrain qui les lie à leurs oppresseurs. La religion, comme le nationalisme de ce point de vue, sont un terrain privilégié et particulièrement efficace.

C'est pourquoi il n'y aura pas de combat anticapitaliste conséquent sans mener à certains moments une lutte réelle contre les préjugés religieux, et bien sûr contre les églises de toutes sortes qui les propagent. On peut bien sûr distinguer le fait social et politique que représente la religion dans la société, et le fait individuel de croire ou de ne pas croire -on peut même être croyant et révolutionnaire. Mais cette distinction n'existe que jusqu'à un certain point parce qu'il n'y a pas non plus de choix individuel qui échappe complètement à ces enjeux collectifs.

Le constater ne veut pas dire qu'un parti anticapitaliste devrait passer son temps à faire de la morale sur cette question, car de cette façon on est rarement gagnant. Il ne s'agit pas non plus de jouer aux professeurs rouges en essayant de démontrer à tout prix la supériorité d'une conception matérialiste sur les préjugés religieux, même si là aussi la question n'est pas sans importance. Il s'agit de mener un combat politique sur un fait politique : la place qu'occupe la religion dans le système capitaliste. Et d'affirmer clairement que sur cette question, un parti anticapitaliste ne peut pas être agnostique.

C'est désormais d'une actualité brûlante.

Jean-François CABRAL

[Au sommaire](#)

150^{ème} anniversaire de la parution de « l'Origine des espèces »

Darwin, l'écologie ou l'évolution des idées sur...l'évolution

En 1866, 7 ans après la publication de *l'Origine des espèces*, Ernst Haeckel, un biologiste allemand, ardent défenseur de l'évolution des espèces, athée et convaincu des progrès que la science pouvait apporter, baptise ce qui n'est encore qu'une science naissante : l'écologie.

Il en donne une première définition : « *Par écologie nous entendons la totalité de la science des relations de l'organisme avec son environnement comprenant au sens large toutes les conditions d'existence* ».

L'écologie naissante se donne comme objet d'étude scientifique l'ensemble des relations que les êtres vivants établissent entre eux et avec leur environnement, en y incluant les activités humaines. L'entreprise est gigantesque et dépasse alors largement les possibilités techniques, scientifiques de l'époque. Mais Haeckel affirme ainsi la nécessité d'une science faisant la synthèse de toutes les connaissances sur la nature, reposant sur une conception philosophique matérialiste du monde naturel. Il s'inscrit pour cela complètement dans la continuité du bouleversement que la théorie de l'évolution des espèces de Charles Darwin a provoqué dans la conception du monde vivant.

L'écologie comme la théorie de Darwin répondent ainsi, au même moment, à la même préoccupation, celle d'étudier, de décrire le monde naturel non comme une juxtaposition d'êtres vivants mais comme un ensemble cohérent produit d'une histoire. Dès le début du XIX^{ème} siècle, Alexandre Von Humboldt, un naturaliste allemand, qui a entrepris un voyage d'exploration scientifique en Amérique du Sud, écrit à un ami « *il me faut explorer l'unité de la nature* ». Et c'est bien de cela qu'il s'agit, appréhender la nature comme un tout incluant la Terre et l'ensemble des êtres vivants y compris les sociétés humaines pour en étudier scientifiquement les interactions, l'évolution, la dynamique.

Cette révolution dans la conception de la nature ouverte par la théorie de l'évolution et par le développement de l'écologie s'inscrit plus généralement dans les bouleversements intellectuels provoqués par le développement du capitalisme, à la fois du fait de toutes les nouvelles connaissances scientifiques et techniques qu'il permet, mais aussi du fait des interrogations qu'il fait naître sur l'impact des activités humaines sur l'environnement, et sur la nécessité de retrouver l'unité perdue entre l'homme et la nature.

[Lire l'article complet sur le site www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

Bruno Bajou

[Au sommaire](#)